



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

De nouvelles mesures antisociales à coup de 49-3 Ça suffit !

Après son refus d'abroger la réforme des retraites, Bayrou a imposé le budget à coup de 49-3 c'est-à-dire sans vote du parlement. Depuis l'arrivée de Macron en 2017, c'est la 27^e fois qu'un 1^{er} ministre passe en force contre la majorité du parlement.

Négocié avec la droite, ce budget minoritaire prévoit de nouveaux sacrifices pour les salarié.es et la population :

- **Plus de 30 milliards d'économie** (protection sociale, santé, justice, emploi, fonction publique, communes et départements, écologie)
- **Gel du point d'indice** maintenu en 2025
- **Non versement de la prime GIPA** (prime pouvoir d'achat) maintenu en 2025
- **Baisse de la prise en charge des arrêts maladie** (de 100% à 90%) s'ajoutant au jour de carence déjà existant
- **Taxe d'1 milliard sur les mutuelles** qui risque d'entraîner de nouvelles hausses de tarifs
- **Baisse de plus de 2 milliards du budget pour les collectivités locales et hausse des cotisations pour la retraite** à hauteur de 800 millions, autant d'argent en moins prétexte à des suppressions de postes d'agents publics

C'est la politique de cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises qui a creusé les déficits. Depuis l'élection de Macron en 2017, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes françaises est passé de 600 à...1 200 milliards d'euros. A eux seuls, ces 500 ultra riches possèdent le double du budget de la sécurité sociale !

Cette politique est minoritaire dans le pays.

Il faut d'urgence changer de logique, cesser de faire des cadeaux aux plus riches, répartir autrement les richesses produites par les salarié.es, répondre aux besoins de la population (droits sociaux, services publics, transition écologique).

Augmentation du point d'indice, du SMIC et des pensions de retraite

Fin des jours de carences dans le public comme dans le privé

Créations massives de postes dans les services publics

Remboursement sécurité sociale à 100%, Abrogation de la réforme des retraites